

Mali/Prise d'otages dans un hôtel de Bamako hier Plus d'une vingtaine de morts

AFP
Bamako/Mali

L'intervention de forces maliennes et françaises a été décisive. Deux assaillants figurent au nombre des tués.

LA prise d'otages menée par des hommes armés, jihadistes présumés, à l'hôtel Radisson Blu de Bamako s'est terminée hier après neuf heures d'enfer et plus d'une vingtaine de morts, à la suite de l'intervention conjointe des forces maliennes et étrangères, notamment françaises.

"La prise d'otages est terminée. Nous sommes actuellement en train de sécuriser l'hôtel", a déclaré à l'AFP une source militaire sous le couvert de l'anonymat, soulignant que "deux terroristes ont été tués". Un journaliste de l'AFP devant l'hôtel a vu des agents de la protection civile en sortir des corps dans des sacs mortuaires orange sur des brancards.

"Dix-huit corps ont été retrouvés", a affirmé une source de sécurité étrangère sous le couvert de l'anonymat. Des sources de sécurité maliennes ont ensuite fait état d'au moins 22 morts parmi les otages.

Dans la matinée, le ministère malien de la Sécurité intérieure avait parlé de "deux ou trois" assaillants. « Ça se passe au 7e étage, des "jihadistes" sont en train de tirer dans le couloir », avait alors déclaré une source de sécurité. Les auteurs de l'attaque "n'ont



Photo : AFP

plus actuellement d'otage entre leurs mains et les forces sont en train de les traquer", avait assuré peu avant 16H00 GMT (17H00 au Gabon) le ministre de la Sécurité intérieure, le colonel Salif Traoré, après plusieurs heures d'assaut à l'intérieur de l'hôtel.

Les forces spéciales françaises venues de Ouagadougou, au Burkina Faso voisin, se trouvaient à l'intérieur de l'hôtel et "participaient aux opérations aux côtés des Maliens", a souligné la source de sécurité étrangère.

Par ailleurs, dans la matinée, la France, qui intervient militairement au Mali depuis janvier 2013, a envoyé une quarantaine de membres du Groupe d'intervention de la gendarmerie nationale (GIGN) au Mali.

Immédiatement après la fin de l'assaut, le président malien Ibrahim Boubacar Keita - qui a écourté son séjour au Tchad où il était pour un sommet des cinq pays du Sahel -, a salué sur son compte Twitter "le professionnalisme des forces de défense et de sécurité du Mali et merci(é) les pays amis pour leur assistance".

L'attaque du Radisson Blu, prisé de la clientèle internationale, a débuté autour de 07H00 GMT (08H00 au Gabon). Elle survient une semaine exactement après les attaques meurtrières revendiquées par le groupe Etat islamique qui ont fait 130 morts à Paris et plus de 350 blessés.

PLUS D'UNE DIZAINE DE NATIONALITES. Dans la matinée, le groupe hôtelier

Rezidor, qui gère le Radisson Blu, à l'ouest du centre-ville, avait parlé de 140 clients et 30 employés dans l'hôtel au moment de l'attaque.

"Nos forces spéciales ont libéré une trentaine d'otages et d'autres ont pu s'échapper tout seuls", avait déclaré à la mi-journée le colonel Traoré, le ministère faisant ensuite état de 78 personnes libérées.

Cette attaque rappelle la prise d'otages du 7 août dans un hôtel à Sévaré (centre), qui avait fait 13 morts. Le 7 mars, le premier attentat anti-occidental meurtrier à Bamako, visant un bar-restaurant, avait coûté la vie à cinq personnes, dont un Français et un Belge. Les assaillants sont entrés dans l'enceinte de l'hôtel au même moment qu'une voiture munie d'une plaque diploma-

L'intervention de forces maliennes (mais aussi françaises) a permis de sauver de nombreux otages aux mains d'assaillants qui ont attaqué hier le Radisson Blu de Bamako.

tique, selon le ministère. Outre des policiers et militaires maliens, des forces spéciales de la gendarmerie étaient déployées, ainsi que des membres de la Minusma et de la force française Barkhane, avec un appui des forces américaines.

Des étrangers d'au moins 14 nationalités faisaient partie des quelque 140 clients de l'hôtel Radisson Blu, selon le ministère de la Sécurité intérieure et les autorités ou employeurs des pays concernés. Y étaient présents des ressortissants d'Algérie, d'Allemagne, de Belgique, du Canada, de Chine, de Côte d'Ivoire, d'Espagne, des Etats-Unis, de France, d'Inde, du Maroc, de Russie, du Sénégal et de Turquie.

France/Attentats de Paris

Le bilan s'alourdit à 130 morts

AFP
Paris/France

LE bilan des attentats jihadistes du 13 novembre à Paris s'est alourdi à 130 morts, a annoncé le Premier ministre français Manuel Valls hier, une semaine après ces attaques, les plus meurtrières jamais perpétrées en France.

Les "terroristes" ont "tué sans pitié, anéantissant 130

vies", a déclaré M. Valls, en défendant devant les sénateurs la prolongation de l'état d'urgence en vigueur depuis les attentats.

L'entourage du chef du gouvernement a confirmé à l'AFP qu'il s'agissait d'une révision à la hausse du précédent bilan de 129 morts, à la suite du décès jeudi d'un blessé hospitalisé.

Les attentats du 13 novembre, contre la salle de concert parisienne du Ba-

taclan, des cafés et restaurants de l'est de la capitale et aux abords du Stade de France, dans la banlieue nord de Paris, ont également fait environ 350 blessés.

"Beaucoup luttent encore contre la mort", a souligné Manuel Valls devant les sénateurs.

"L'état d'urgence a été une réponse immédiate, puissante, efficace, pour protéger nos concitoyens, pour stopper les individus fanati-

sés, les criminels qui veulent s'en prendre à notre pays, à ses valeurs ; s'en prendre à notre démocratie", a-t-il déclaré, dans son discours défendant le projet de loi sur l'état d'urgence.

Ce dernier, adopté à la quasi-unanimité jeudi par les députés, propose notamment la prolongation pour trois mois de l'état d'urgence à compter du 26 novembre. Et des mesures élargissant l'assignation à résidence et permettant la

dissolution de groupes ou associations liées à des mosquées ou lieux de prière radicaux.

L'UE va durcir les contrôles aux frontières extérieures. Une semaine après les attentats de Paris, les Etats européens, emmenés par la France, ont obtenu hier la généralisation des contrôles aux frontières extérieures de l'UE, qu'ils veulent rendre imperméables face aux ap-

Trois personnes tuées dans l'assaut de Saint-Denis

AFP
Paris/France

TROIS personnes au total ont été tuées au cours de l'assaut mercredi de la police à Saint-Denis dans la banlieue nord de Paris, parmi lesquelles une femme - dont le corps, plus tard, a été identifié

comme appartenant à Hasna Aitboulhacen, 26 ans, Française d'origine marocaine - a annoncé hier le parquet de Paris.

Les autorités faisaient jusqu'à présent état d'au moins deux morts, dont l'inspireur présumé des attentats de Paris Abdelhamid Abaaoud. Un corps de femme a été retrouvé dans les décombres dans la nuit

de jeudi à hier, ainsi qu'un passeport au nom d'Hasna Aitboulhacen, une cousine d'Abaaoud, a indiqué le parquet.

La mort du jihadiste belgo-marocain dans l'appartement avait été confirmée jeudi.

"Des fragments de corps appartenant selon toute vraisemblance" à un autre homme ont été retrouvés

et son identification est en cours, a ajouté une source judiciaire.

Les enquêteurs sont toujours à la recherche de Salah Abdeslam, l'un des auteurs présumés des attentats de vendredi à Paris qui ont fait 130 morts (lire ci-dessus) et plus de 350 blessés dans le centre de Paris et au stade de France à Saint-Denis.

Hollande remercie le roi du Maroc. Le président français François Hollande a remercié hier le roi Mohammed VI pour "l'assistance efficace" apportée par le Maroc à la suite des attentats de Paris le 13 novembre, a indiqué la présidence française à l'issue d'un entretien à Paris entre les deux dirigeants.

L'Afrique en bref

Burkina-Faso/Putsch. Un chef de la rébellion touareg en prison

Un responsable de la rébellion touareg au Mali, Sidi Lamine Oumar, a été écroué à Ouagadougou pour son implication présumée dans le putsch manqué du 17 septembre au Burkina Faso, a indiqué jeudi un responsable du Mouvement burkinabè de défense des droits de l'Homme et des peuples (MBDHP).

Guinée/Politique. Le ministre de l'Intérieur limogé

Le président guinéen Alpha Condé a limogé jeudi le ministre de l'Intérieur et deux autres responsables gouvernementaux pour "faute lourde" après des violences meurtrières ayant suivi le week-end dernier un rassemblement religieux.

Ouganda/Présidentielle. Museveni berger en cas de défaite

Le président ougandais Yoweri Museveni a déclaré qu'il quitterait la politique pour devenir berger s'il perdait l'élection présidentielle du 18 février prochain, après trente ans au pouvoir.

Tunisie/Justice. Peine capitale contre trois salafistes jihadistes

Trois salafistes jihadistes tunisiens ont été condamnés, dont deux par contumace, à la peine capitale pour le meurtre d'un policier en 2013, a indiqué jeudi le Parquet.

A travers le monde

Etats-Unis/Justice. Libération de Pollard, espion devenu icône d'Israël



Photo : AFP

Jonathan Pollard, un juif américain ayant espionné au profit d'Israël, est sorti discrètement hier de sa prison aux Etats-Unis, après trente ans d'une réclusion jugée démesurée par l'Etat hébreu, où il est vu par une partie de la population comme un héros national.

Pologne/Politique. Tempête après les premières décisions des conservateurs

Son installation à peine commencée, le gouvernement conservateur polonais a donné un coup d'accélérateur pour prendre le contrôle des services spéciaux et introduire ses hommes au Tribunal constitutionnel, provoquant une tempête politique 48 heures après le vote de confiance remporté par le parti Droit et justice (PIS) de Jaroslaw Kaczynski.

Proche-Orient/Violences. Un cycle durable

Israéliens et Palestiniens enterraient leurs morts hier au lendemain d'une des journées les plus meurtrières (5 morts) de la vague de violences qui déjoue les schémas sécuritaires israéliens et semble s'installer dans la durée.